

*Travaux de la Chambre*

[Français]

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe brièvement, cet après-midi, à ce débat.

Premièrement, rappelons-nous que c'est le gouvernement d'en face qui a provoqué la grève. Le gouvernement d'en face a annoncé dans son budget une augmentation de salaire de 3 p. 100 pour ses fonctionnaires. Tout à coup, on change d'avis, on recule et on dit 3 p. 100, c'est trop, 0 p. 100, c'est mieux. C'est naturellement la façon de penser des Conservateurs. Donc, 0 p. 100, c'est mieux. Mais bien sûr, avant d'imposer le 0 p. 100, on s'est assurés de bien soigner ses amis, les hauts placés. La «haute gomme» du gouvernement, monsieur le Président, a été servie immédiatement avant d'imposer les restrictions salariales.

[Traduction]

Après avoir provoqué cette situation, le gouvernement a attendu que les fonctionnaires se mettent en grève, dans l'espoir que cette grève ne durerait pas plus qu'une journée.

Malheureusement pour lui, le beau temps de la semaine dernière et d'autres raisons aussi ont fait que les fonctionnaires ont débrayé en grand nombre. Ils auraient probablement été nombreux quand même, mais ils l'ont été encore plus à cause du beau temps, ce qui a bien déçu les conservateurs d'en face.

Ils ont laissé la grève se poursuivre pendant quelque temps, en pensant qu'elle prendrait fin d'elle-même, que les grévistes céderaient et que le gouvernement paraîtrait ferme et inébranlable, surtout dans les régions du Canada où il espère donner l'impression qu'il souscrit aux mêmes principes que le Parti réformiste de l'Ouest.

Évidemment, cette tactique a échoué. Pour commencer, les choses ne se sont pas passées comme prévu. Les fonctionnaires n'ont pas cédé. Ils ont poursuivi la grève.

C'est vrai que cette grève fait du tort au Canada. C'est évident. Tout le monde le sait. Il est évident aussi qu'elle nuit aux grévistes, parce qu'ils ne toucheront pas leur paye, cette semaine. Cependant, le gouvernement croit tenir la solution en légiférant pour imposer le retour au travail ou en menaçant de le faire, sans accorder la moindre augmentation.

Voyons maintenant comment il s'y prend. Premièrement, nous sommes de retour aujourd'hui à la Chambre et le gouvernement prétend qu'il va utiliser tous les moyens disponibles pour assurer l'adoption rapide de la loi.

Il y a quelques instants, le député de Burlington a dit qu'il fallait faire rentrer ces gens au travail de toute urgence et que le gouvernement allait vraiment prendre les mesures nécessaires pour y arriver. Voyons un peu, monsieur le Président, quelle procédure le gouvernement a utilisée pour assurer, comme il dit, l'adoption rapide du projet de loi. Il a présenté une motion conformément au paragraphe 53(1) du Règlement—c'est la motion dont nous discutons. Or, c'est une motion selon laquelle il suffit de 10 députés pour mettre fin au débat.

C'est une farce, monsieur le Président. Même aujourd'hui le gouvernement ne veut pas vraiment légiférer pour forcer les travailleurs à revenir au travail. Je ne serais pas d'accord avec lui s'il voulait vraiment le faire, mais ce n'est même pas le cas. Il utilise un article du Règlement qui ne fonctionne pas.

Si ses intentions avaient été sérieuses, il y en avait un autre qu'il aurait pu utiliser, mais je ne lui dirai pas lequel. Ou bien le gouvernement est si stupide qu'il ne savait pas quel article utiliser, parce qu'il y en a un autre qui lui aurait permis d'arriver beaucoup plus efficacement à ses fins, s'il avait été assez malin pour l'utiliser. Ou bien il a l'esprit tortueux et c'est pour les médias qu'il a prétendu qu'il voulait déclencher ce processus aujourd'hui. Il veut épater la galerie, monsieur le Président. Voilà ce que font les conservateurs. Voilà ce qu'ils ont fait tout l'été. Voilà pourquoi ils ont provoqué cette grève: pour obtenir des manchettes favorables.

Je suppose que lorsqu'on descend à 12 p. 100 dans les sondages, on est si désespéré qu'on est prêt à faire n'importe quoi. Imaginez cela, une cote de popularité de 12 p. 100. Je pourrais certainement faire un sondage montrant qu'au moins 12 p. 100 des Canadiens croient qu'Elvis Presley vit toujours. Voilà où en sont aujourd'hui le premier ministre et ses copains d'en face. Je le répète encore une fois, le gouvernement n'est même pas sincère au sujet de ses objectifs. Ou bien il est tellement inepte qu'il ne mérite pas de gouverner parce qu'il n'a même pas invoqué l'article qui lui aurait permis de parvenir à ses fins.

• (1710)

Je suis sûr que les conservateurs sont maintenant en train de chercher fébrilement le bon article du Règlement. Il ne faudrait pas trop compter sur moi pour le leur dire.

Que s'est-il passé aujourd'hui? La Commission des relations de travail dans la fonction publique a dit, dans une décision rendue publique aujourd'hui, que le gouver-